

Le développement économique transfrontalier, un défi pour la Martinique !



D'importantes stratégies pour le développement des flux commerciaux entre la France continentale et la Grande Caraïbe se déploient, mais la prise en compte du rôle clé que peut jouer la Caraïbe francophone dans sa zone géographique naturelle est encore insuffisante.

Par exemple, en 2013, l'accord bilatéral entre la France et le Panama a permis le déploiement de vols réguliers directs entre ces deux pays ; cependant, aucun de ces vols n'intègre les Antilles-Guyane. De plus, le prix du billet et les nombreuses ruptures de charges ne facilitent pas les liens humains et commerciaux. Autre exemple, les discussions actuelles entre Paris et Cuba relatives aux grands chantiers qui seront confiés aux entreprises françaises n'intègrent pas la nécessité d'en réserver une part aux PME de la Caraïbe francophone, or les économies insulaires en ont grand besoin.

Lire la suite

Auteur : Sandra Casanova, Présidente du Cluster GAT Caraïbes

Le potentiel du développement économique de la Martinique avec les autres pays de la Grande Caraïbe est sous exploité. Les différentes politiques fiscales et économiques ne facilitent pas les relations commerciales entre Régions frontalières et singulièrement entre Régions Ultra Périphériques (RUP) et Régions hors UE.

Aujourd'hui 78% des importations de Martinique viennent d'Europe, plus de 50% de France continentale et moins de 10% proviennent de la Caraïbe ! L'optimisation des liaisons maritimes et aériennes intra-caribéennes est nécessaire pour augmenter les échanges avec les voisins de cette grande Région, de la Guyane jusqu'au Mexique.



Dr. Fritz Pinnock

Directeur exécutif de l'Institut maritime des Caraïbes (Jamaïque)

La Grande Caraïbe représente 4,3 millions de km² d'eau, de la mer des Caraïbes au Golfe du Mexique, et 800 millions d'habitants. Aujourd'hui, nous assistons à trois évolutions majeures qui affectent le corridor nord-américain de transport de marchandises :

- L'ouverture du canal de Panama prévue pour la mi-2016.
- La construction du grand canal inter-océanien du Nicaragua dont l'achèvement est prévu pour 2020.
- La transformation des ports majeurs "hubs de transbordement" en "ports d'accès mondial" et l'émergence de nouvelles plateformes de logistique augmentent les opportunités pour les Sociétés françaises et européennes de participer à la chaîne mondiale d'approvisionnement. Dans cette chaîne, le "dernier kilomètre" étant le plus inefficace, il présente de réelles opportunités de développement pour la Caraïbe. Neuf containers sur dix destinés à la Caraïbe retournent vides à leurs destinations, en raison de l'absence d'exportations physiques. Les économies des territoires français, anglais et espagnols de la Caraïbe sont principalement centrées sur le tourisme et les services, et non sur les exportations physiques de masse. C'est ce déséquilibre entre les volumes d'importations et d'exportations qui représente à la fois un problème et une opportunité pour la Grande Caraïbe. Dans ce contexte, les Antilles-Guyane françaises peuvent se positionner comme la porte d'entrée principale de l'Europe dans la Caraïbe, et faire partie intégrante de la chaîne d'approvisionnement mondiale. La [conférence inaugurale sur la logistique](#) organisée par le Cluster GAT Caraïbes en Martinique en mai 2016 présente une opportunité unique de changer ce paradigme !

ÉVÉNEMENTS

Programme et inscriptions en ligne pour l'assemblée générale et la conférence annuelle de la MOT, sur le thème :

"La frontière : une ressource pour les habitants des territoires frontaliers".

Les 24 et 25 mai 2016, au Palais de la Porte Dorée à Paris

[Programme et inscriptions en ligne](#)

Autres événements :

15ème conférence internationale du BRIT (Border Regions in Transition) : "Cities, States and Borders: From the Local to the Global", du 17 au 20 mai 2016 à Hambourg (Allemagne) et Sønderborg (Danemark)
La MOT est partenaire - [Plus d'infos](#)

Colloque "Comment la coopération est-elle un outil de rayonnement du territoire, de développement économique, d'inclusion sociale et de vivre ensemble ?", 22 mars 2016 à Lille

Manifestation de lancement du Programme Interreg VA Grande Région, 8 mars 2016 à Aubange (Belgique)

[Tous les événements](#)

L'Europe se construit à l'Université : Eucor - Le Campus européen

Le premier Groupement européen de coopération territoriale (GECT) porté uniquement par des universités se situe dans le Rhin Supérieur. En décembre 2015, les Universités de Bâle, Fribourg-en-Brigau, Haute-Alsace et Strasbourg et le Karlsruher Institut für Technologie ont signé les documents constitutifs du Campus européen trinational "Eucor - Le Campus européen". Ainsi, tout en préservant leur propre autonomie, les universités se dotent d'une personnalité juridique commune. Partant du groupement fondé en 1989 "Eucor" et donc fort d'une longue tradition de coopération, le campus



Les présidentes et présidents des universités d'Eucor - Le Campus européen

eucor fédère les potentiels de recherche et de formation dans tout le Rhin supérieur. Le GECT permettra d'entreprendre davantage de démarches communes, par exemple en sollicitant des demandes de soutien financier en France, en Allemagne, en Suisse ainsi qu'auprès de l'Union Européenne, ou en recrutant ensemble des professeurs.

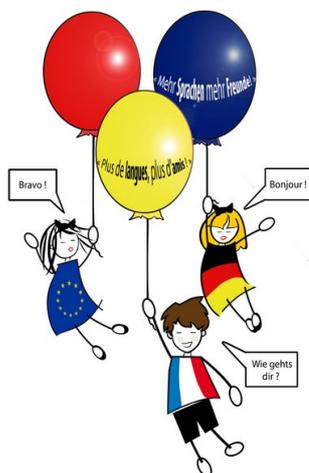
Le projet "Eucor - Le Campus européen : structures transfrontalières" bénéficie d'un soutien financier d'Interreg V pour trois ans à partir de 2016. Dans ce cadre, la première université européenne compte établir un plan de structuration et de développement commun,

aplanir les obstacles administratifs et susciter de nouvelles synergies dans la recherche, la formation, la formation continue et l'administration au service des quelques 15 000 chercheurs et enseignants-chercheurs et 115 000 étudiants. L'objectif est de constituer un espace scientifique et de recherche spécifique sans murs ni frontières et de devenir un pôle d'attraction pour les meilleurs jeunes chercheurs et étudiants internationaux.

[Plus d'infos](#)



Un nouveau dispositif pour l'apprentissage de l'allemand en Moselle-Est



Présenté le 22 janvier 2016 par Patrick Weiten, président du conseil départemental de Moselle,

également premier vice-président de la région Alsace Champagne-Ardenne Lorraine en charge des coopérations territoriales et transfrontalières, le dispositif Trilingua destiné à favoriser l'apprentissage de l'allemand en Moselle est remplacé par deux nouvelles expérimentations en la matière.

Patrick Weiten a ainsi officiellement dévoilé deux nouvelles mesures visant à vivifier l'apprentissage de l'allemand dans l'ancien bassin houiller : une convention-cadre pour un enseignement approfondi de l'allemand sur le territoire frontalier de Moselle-Est, et un portail numérique destiné aux professeurs.

Les deux dispositifs sont opérationnels depuis la rentrée scolaire de septembre 2015.

Source : [La semaine Plus d'infos sur Trilingua](#)

Fin du double impôt pour les retraités frontaliers

Depuis le 1er janvier 2016, les retraités frontaliers entre la France et l'Allemagne ne risquent plus d'être soumis à la menace d'une double imposition. Un avenant signé par les ministres français et allemand simplifie l'imposition des retraités, anciens travailleurs frontaliers, qui perçoivent une pension de l'autre pays.

Le droit d'imposition relevant du régime obligatoire de sécurité sociale est attribué exclusivement à l'Etat de résidence du retraité concerné. Ainsi, les contribuables résidant en France mais percevant une retraite allemande ne seront imposés qu'en France, et inversement. L'avenant prévoit une compensation financière pour le manque à gagner fiscal de chaque pays. La loi a été promulguée en France le 22 décembre 2015. [Plus d'infos](#)

Source : <http://www.economie.gouv.fr/>

ACTUALITÉS EUROPE

Quelles seraient les conséquences économiques d'un abandon des accords de Schengen ?

France-Stratégie publie une note d'analyse concernant les conséquences économiques d'un abandon des accords de Schengen.

Une remise en place permanente des contrôles aux frontières intérieures à l'espace Schengen se traduirait par un coût économique annuel pour la France de 1 à 2 milliards d'euros, à court terme, et de 10 milliards d'euros à plus long terme.

À court terme, les plus touchés par cette mesure seraient les touristes de court séjour en provenance des pays voisins, les touristes non européens visitant plusieurs pays en Europe, les travailleurs frontaliers et enfin le trafic routier de marchandises.

[Plus d'infos](#)

ACTUALITÉS DU RÉSEAU

Mise en ligne des études opérationnelles de la MOT depuis sa création en 1997



Une nouvelle rubrique en ligne sur le site Internet de la MOT répertorie plus de 130 études opérationnelles réalisées par la MOT depuis sa création en 1997.

Ces études sont généralement commanditées par les acteurs locaux des territoires transfrontaliers. Elles peuvent par exemple porter sur une expertise juridique ou technique au montage de projets transfrontaliers, ou concerner la réalisation de diagnostics territoriaux.

Voici quelques exemples :

- Préparation de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne : outils et levée des obstacles à la coopération transfrontalière,

Septembre 2015

- Développement de l'offre ferroviaire de voyageurs transfrontalière entre Nice et Imperia, Décembre 2014
- Préfiguration d'une maison transfrontalière Guyane-Brésil, Mars 2014
- Stratégie transfrontalière de développement de l'Arc jurassien franco-suisse, 2013-2014
- Appui technique du programme "LOBI" de l'ONU sur le renforcement de la gouvernance transfrontalière en Afrique de l'Ouest, 2013-2014
- Appui juridique à la constitution du Groupement Européen de Coopération

Territoriale Espace Mont Blanc, 2013

- Capitalisation des projets de coopération transfrontalière du programme européen ALCOTRA, Mars 2013
- GECT Parc National du Mercantour/Parco Naturale Alpi Marittime - Appui méthodologique, Octobre 2012
- La mobilité frontalière entre la France et la Belgique, 2012
- Étude relative au projet de services ferroviaires à grande vitesse entre l'Angleterre, le Nord Pas de Calais et Bruxelles, Octobre 2011

Un certain nombre d'études est réservé aux adhérents.

[Consulter la rubrique.](#)

Programmes européens, appels à projets en cours : positionnez-vous !

Tous les programmes opérationnels de coopération territoriale pour la période 2014-2020 ont été approuvés par la Commission européenne, et les premiers appels à projets ont été lancés.

Parmi les appels en cours :

- [Programmes transfrontaliers volet A sur les frontières françaises](#) (cliquez pour plus d'infos sur chaque programme).

- [Programme Interreg VB Sud-Ouest Européen](#) : jusqu'au 29 avril (phase 2).

- [Programme Interreg VB Espace Alpin](#) : jusqu'au 8 avril (phase 1).

- [Programme Interreg VB Europe du Nord-Ouest](#) : jusqu'au 27 mai.

- [Programme "Interreg Europe"](#) : jusqu'au 13 mai.

- [Programme "Actions innovatrices"](#) : jusqu'au 31 mars.

- [Programme ESPON](#) (analyses ciblées à l'attention des acteurs territoriaux) : jusqu'au 9 mars.

Les programmes de réseaux et les programmes transnationaux peuvent, eux-aussi, être une source de financement pertinente

pour des projets transfrontaliers associant des partenaires de différentes frontières en Europe.

De part son réseau, la MOT est en mesure d'aider les porteurs de projets transfrontaliers dans leur recherche de partenaires en Europe ; elle peut également participer à des projets.

Pour toute demande d'informations à ce sujet :

mot@mot.asso.fr

Master-Class transfrontalière

Du 26 au 28 janvier 2016 à Marseille, l'Institut Catholique de la Méditerranée, la Région PACA et la Villa Méditerranée, ont co-produit, avec des professeurs et étudiants de différentes universités, la 4ème édition de la Master-Class "Trans/frontières et dialogue des disciplines", sur le thème "L'âge des transitions vers une autre génération d'acteurs ?". La MOT y a participé en tant que partenaire associé de l'événement. 140 personnes y ont assisté.

[Plus d'infos](#)

REVUE DE PRESSE

▲ Anne-Laure Amilhat Szary : 'Schengen est un bouc émissaire parfait'

La Croix, 14 janvier

"Entretien avec Anne-Laure Amilhat Szary, géographe, professeure à l'université de Grenoble-Alpes. L'accord de Schengen fait l'objet d'une simplification dans le discours politique. Le rétablissement des frontières passe pour une solution aux problèmes venus de l'extérieur. Mais le contrôle exhaustif des frontières relève de l'illusion."

▲ L'industrie allemande tire la sonnette d'alarme face à une possible fermeture des frontières

Les Echos, 26 janvier

"Avec un volume d'échanges extérieurs (exportations et importations) de 2.600 milliards d'euros, l'Allemagne est dépendante de la libre circulation des biens. Les industriels s'inquiètent d'un retour aux frontières. Le ministre de l'Economie craint une 'catastrophe économique'."

▲ Jobs sans frontières

Le Républicain lorrain, 31 janvier

"Après Sarreguemines et Forbach, Pôle emploi met en place, pour la première fois à Saint-Avold, un programme de coaching pour des demandeurs d'emploi."

▲ PAMINA change de structure

L'Ami Hebdo, 10 janvier

"A Lauterbourg, l'Eurodistrict PAMINA est en passe de devenir un groupement européen (GECT) et propose un nouveau projet INTERREG pour le marché du travail. Sous la présidence de Fritz Brechtel, Landrat de Germersheim, le Conseil de l'Eurodistrict PAMINA a approuvé lors de sa séance de décembre 2015 la convention et les statuts du futur Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT)."

▲ L'Europe cofinance les passerelles sur le Rhin

DNA, 29 janvier

"L'Europe a donné son feu vert pour le cofinancement de la construction des passerelles pour cyclistes et piétons, adossées à l'ouvrage existant à Gamsheim. [...] Cet équipement représente un investissement de 5,9 millions d'euros".

▲ Les Suisses sautent du tramway Genève-Annemasse

Transport Public, 8 janvier

"L'extension de la ligne 12 du tramway qui doit relier Genève à Annemasse est à l'arrêt. Le canton de Genève ne peut plus financer ce projet pour des raisons budgétaires. Ce prolongement, long de 3,5 kilomètres, devait connecter les deux villes fin 2016."

▲ Un observatoire franco-genevois pour pallier le départ des infirmières

Le Messenger, 13 janvier

"Fruit d'une réflexion de 20 ans entre Français et Suisses, un observatoire franco-genevois des personnels de santé vient d'être créé. Il permettra aux deux pays de mieux appréhender les flux à la frontière dans ce domaine."

▲ Les fonds frontaliers dans la ligne de mire d'une initiative populaire

L'Essor Savoyard, 28 janvier

"Le Mouvement citoyen genevois (MCG) veut abolir la compensation financière que le canton verse à la France. Pour cela, il en appelle au peuple. Le MCG a finalement réussi à rassembler en quatre mois les 7400 signatures nécessaires pour que son initiative populaire soit recevable."

▲ Toujours mieux coopérer

Sud Ouest, 21 janvier

"Jean-Jacques Lasserre, président du Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques, a rencontré à Saint-Sébastien, le président du gouvernement basque, Iñigo Urkullu. Le Département veut renforcer les liens des deux côtés de la Bidassoa, et son investissement dans le domaine transfrontalier."

[Consultez tous les articles de presse*](#)
Réservé aux adhérents.

*La MOT met en ligne une centaine d'articles par mois sur la coopération transfrontalière.

"Réseaux de villes et recompositions interterritoriales dans l'espace baltique"

Thèse de doctorat en Géographie, par Nicolas Escach, sous la direction de Lydia Coudroy de Lille et de Boris Grésillon, soutenue en 2014, à l'École normale supérieure de Lyon.

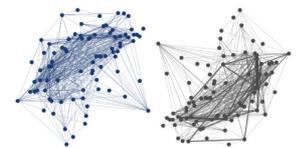
"L'espace baltique est souvent cité comme l'archétype d'un espace transnational construit par des réseaux. [...] Depuis les années 1980, marquées par une recomposition du rôle des États, les autorités municipales ont la possibilité de mener une politique internationale plus autonome et de porter leurs actions à des niveaux inédits. [...] Les réseaux de villes forment un espace intermédiaire permettant aux territoires périphériques de l'espace baltique de développer des stratégies dans et avec les niveaux géographiques. Il n'existe pas un seul modèle de recomposition interterritoriale mais une multitude de stratégies et de parcours, dont l'espace baltique, traversé de nombreuses discontinuités, peut témoigner."

[Plus d'infos](#)

ENS École normale supérieure de Lyon
Ecole doctorale 485 Sciences sociales
UMR 5600 Environnement Ville Société



Réseaux de villes et recompositions interterritoriales dans l'espace baltique



Nicolas ESCACH

Thèse de doctorat de géographie, aménagement et urbanisme
Sous la direction de Lydia COUDROY DE LILLE et Boris GRÉSSILLON
Présentée et soutenue publiquement le 14 novembre 2014

Devant un jury composé de :

Mme Lydia Coudroy de Lille, Professeure des Universités (Université Lumière Lyon 2)
M. Guy Baudelet, Professeur des Universités (Université Rennes 2)
Mme Emmanuelle Bouffieu, Maître de Conférences (ENS de Lyon)
M. Marek Wypickowski, Professeur des Universités (Académie des Sciences de Pologne)

L'ACTUALITÉ TRANSFRONTALIÈRE

Mission Opérationnelle Transfrontalière
38, rue des Bourdonnais
75001 Paris France
Tel : +33 (0)1 55 80 56 80
mot@mot.asso.fr

Directeur de publication :
Jean Peyrony
Réalisation : Domitille Ayrat

Photos : Droits réservés.
Page 2 : UHA

Pour vous abonner :
www.espaces-transfrontaliers.eu

Suivez-nous sur twitter :
[@reseauMOT](https://twitter.com/reseauMOT)



Sous le patronage de la Représentation en France de la Commission européenne



Commission européenne